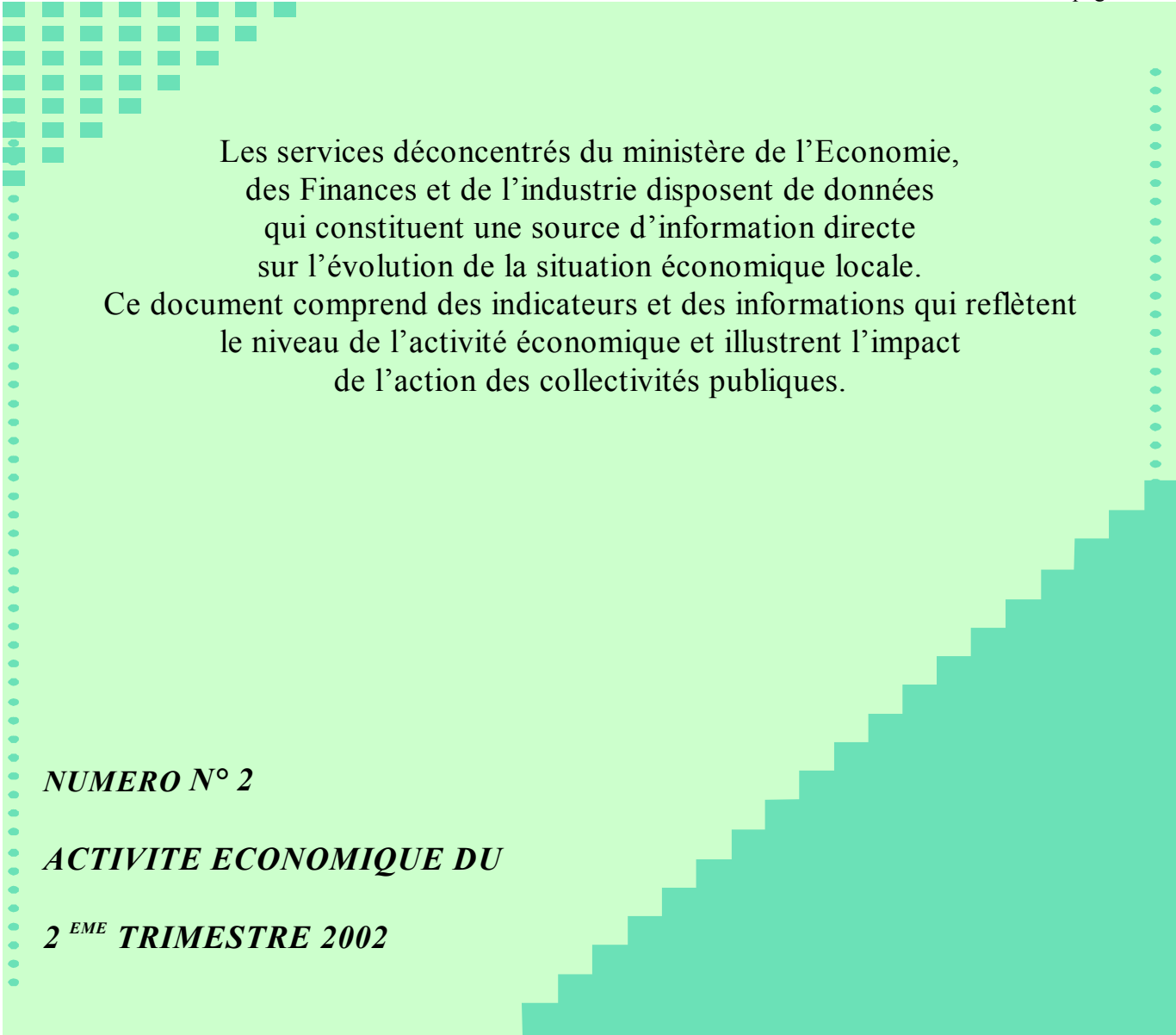


# *Tableau de bord économique et financier*

Publication trimestrielle  
des administrations économiques et financières  
des Hautes Alpes

*Décembre 2002*





Les services déconcentrés du ministère de l'Economie, des Finances et de l'industrie disposent de données qui constituent une source d'information directe sur l'évolution de la situation économique locale. Ce document comprend des indicateurs et des informations qui reflètent le niveau de l'activité économique et illustrent l'impact de l'action des collectivités publiques.

**NUMERO N° 2**

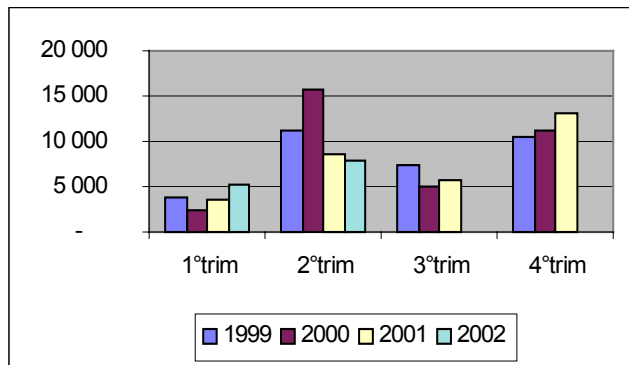
**ACTIVITE ECONOMIQUE DU**

**2<sup>EME</sup> TRIMESTRE 2002**

## Action des collectivités publiques

### Dépenses de fonctionnement de l'Etat

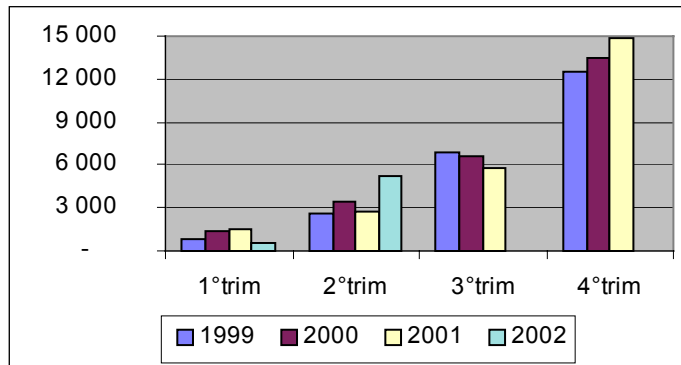
En milliers d'euros – source : trésorerie générale



Cette rubrique retrace l'ensemble des mandatements effectués au titre des dépenses de fonctionnement pour les différents ordonnateurs pour lesquels le Trésorier-Payeur Général est comptable assignataire. Les principales dépenses ordinaires sont les achats de biens et services, les travaux d'entretien, les subventions de fonctionnement.

### Dépenses d'investissement de l'Etat

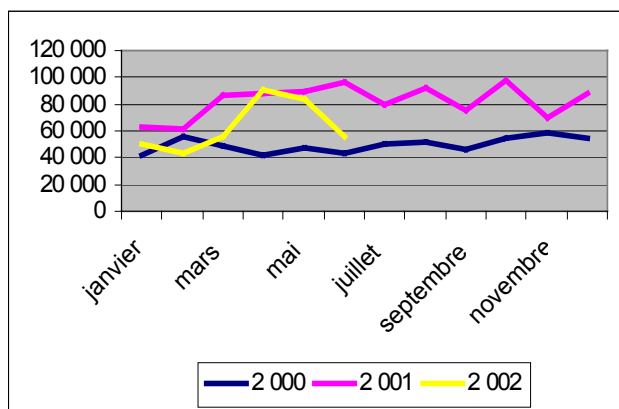
En milliers d'euros – source : trésorerie générale



Cette rubrique retrace l'ensemble des mandatements effectués au titre des dépenses d'investissement par les différents ordonnateurs pour lesquels le Trésorier-Payeur Général est comptable assignataire. Les principales dépenses sont les travaux effectués dans le cadre des marchés publics et les subventions d'équipement.

### Décaissement des collectivités et des établissements publics locaux

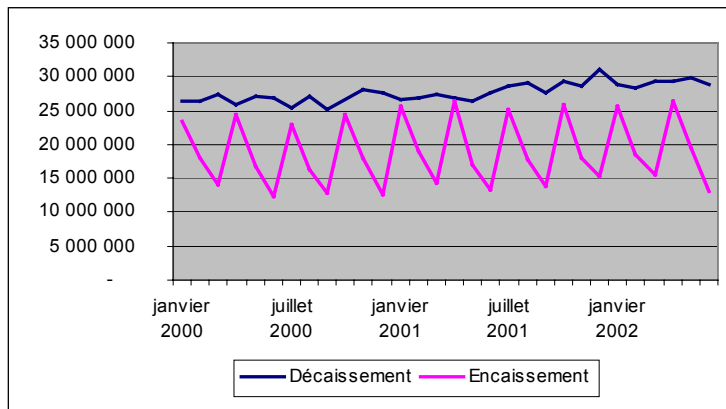
En milliers d'euros – source trésorerie générale



Décaissements de l'ensemble des collectivités locales qui ont un receveur du réseau du Trésor Public : communes, groupements de communes, hôpitaux et certains établissements publics locaux.

### Décaissement et encaissement des organismes de sécurité sociale

En euros – source trésorerie générale

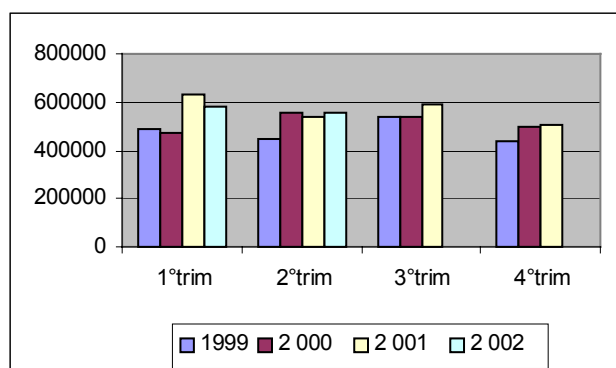


Décaissements effectués par les différents organismes de sécurité sociale (URSSAF, CAF, CPAM, CRAM) qui sont imputés sur le compte ACOSS. Cette rubrique correspond pour l'essentiel au paiement des prestations familiales par la CAF, au remboursement de dépenses de soins assuré par la CPAM et au financement des établissements médicaux et médico-sociaux.

## Activité - Production

### Chiffre d'affaires des entreprises

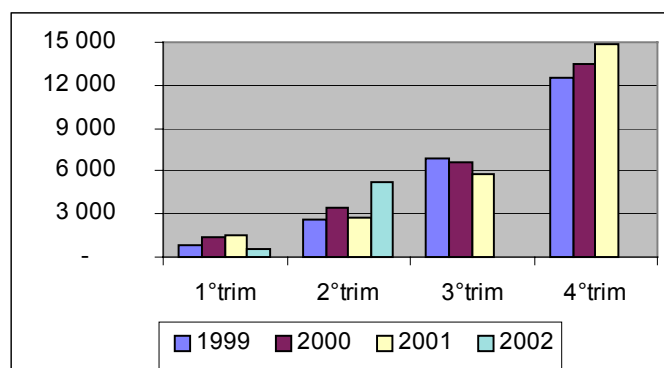
En milliers d'euros – source : DSF



Le chiffre d'affaires indiqué est celui des entreprises qui déclarent selon le régime réel normal et qui déposent leurs déclarations de chiffres d'affaires dans le département, quelle que soit la localisation de leurs établissements.

### Investissement des entreprises

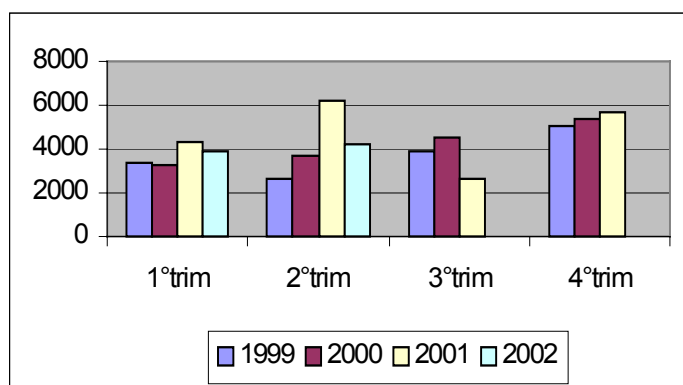
En milliers d'euros – source : DSF



Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

### Evolution du marché immobilier dans l'ancien

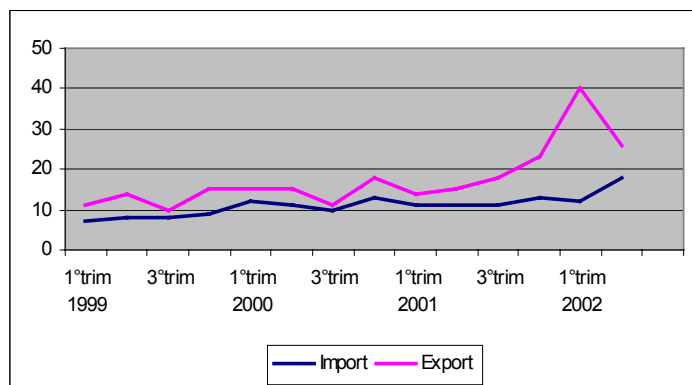
En milliers d'euros – source : DSF



Les bases de transactions immobilières, hors immeubles neufs, sont reconstituées à partir des recouvrements de la taxe additionnelle communale (ces bases ne sont qu'approchées, la taxe additionnelle étant également assise sur d'autres types de mutations jugés mineurs).

### Echanges commerciaux

En milliers d'euros – source : douanes



Les statistiques reprennent à la fois les échanges avec les pays tiers et les échanges intra Union européenne.

### Surfaces commerciales (commerces de détail de plus de 300 m<sup>2</sup> – source DDCCRF)

Secteur d'activité	Nombre de magasins	Surface totale de vente y compris extérieur, en m <sup>2</sup>	Les données sont extraites de l'inventaire permanent des commerces de détail d'une surface de vente de plus de 300 m <sup>2</sup> hors hôtellerie et cinémas établi par la D.G.C.C.R.F.
Alimentaires	33	42 597	
Equipement de la maison	41	48 332	
Equipement de la personne	11	8 348	
Autres	18	10 526	
<b>TOTAL</b>	<b>103</b>	<b>109 803</b>	

# Emploi

## Création des entreprises

Source : INSEE

		FRANCE	PACA	HAUTES ALPES
2000	Trim 1	73193	8434	179
	Trim 2	73520	8638	271
	Trim 3	62820	7070	254
	Trim 4	62544	6764	254
2001	Trim 1	74356	8910	218
	Trim 2	72255	8763	245
	Trim 3	61315	7280	256
	Trim 4	62658	7038	201
2002	Trim 1	71823	8834	236
	Trim 2	71674	8926	327

Les données sont issues du fichier SIREN. Le concept de création est pris dans le sens large d'entreprises nouvellement actives. Il prend en compte tous les mouvements économiques qui permettent d'accroître les moyens de production, en les créant ou en les réactivant, mais aussi en les maintenant en exploitation grâce à un changement d'exploitant.

## Défaillance des entreprises

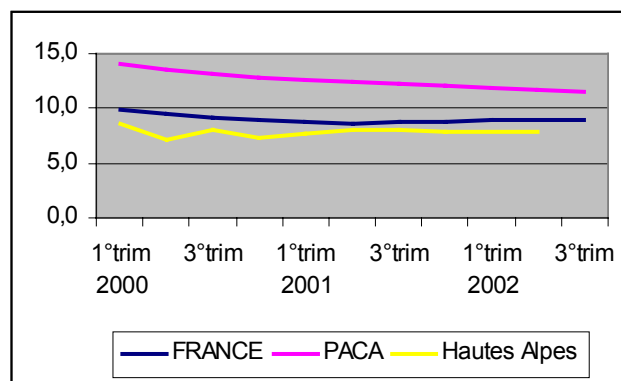
Source : INSEE

		FRANCE	PACA	HAUTES ALPES
2000	Trim 1	10772	1151	20
	Trim 2	9450	1134	21
	Trim 3	7921	899	19
	Trim 4	10478	1154	19
2001	Trim 1	9313	1072	14
	Trim 2	8759	981	15
	Trim 3	8261	931	18
	Trim 4	10817	1151	23
2002	Trim 1	10051	942	26
	Trim 2	10542	1091	15

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure doit faire l'objet d'une publication au BODACC à partir duquel est élaborée la statistique des défaillances qui recense l'ensemble des dépôts de bilan.

## Taux de chômage – source INSEE

En % de la population active, série trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail). Il est obtenu en rapportant le nombre de chômeurs (au sens du BIT et corrigé des variations saisonnières) à la population active totale (actifs ayant un emploi + militaires du contingent + chômeurs). Les chômeurs, au sens du BIT, doivent satisfaire simultanément aux quatre critères suivants : recherche d'un emploi, démarches effectives, disponibilité, absence d'occupation professionnelle au cours de la semaine de référence, ils comprennent également les personnes disponibles ayant trouvé un emploi qui commence ultérieurement.

## Evolution des effectifs salariés du secteur privé non agricole – source ASSEDIC

Base 100 en 1994, série trimestrielle

